

VERS L'UNITÉ DE LA C.N.T. ESPAGNOLE...

Nous avions demandé à notre camarade Gomez un article sur la réunification des C.N.T. espagnoles. Nous publions aujourd'hui son opinion qui informera le lecteur sur ce problème important.

La Rédaction.

Depuis quelque temps les commentaires se succèdent autour de l'unité de la C.N.T. espagnole. Ce problème, si longtemps négligé, préoccupe aujourd'hui non seulement les militants espagnols, mais aussi les libertaires et syndicalistes révolutionnaires de tous les pays. Ce double intérêt logique, car si pour les premiers, l'unité confédérale représente le désir de reconquérir dans leur propre pays l'ancienne influence, pour les seconds elle constitue la meilleure promesse de redressement du mouvement ouvrier International.

Les uns et les autres, tous ceux qui pensent à l'avenir, sont déjà convaincus que pour assurer la continuité de notre présence au-delà des Pyrénées, l'unité de l'organisation espagnole est plus que nécessaire, et cela de toute urgence. Et malgré tout, quoique la grande majorité des camarades désire avec ferveur cette unité - et il serait facile de trouver une formule acceptable pour les deux fractions -, la fin du schisme se heurte à des obstacles qui exaspèrent et pourraient donner lieu à de nouvelles querelles dont la prolongement aboutirait à la perte de prestige et, peut-être, à la faillite définitive du mouvement.

Pourquoi donc, direz-vous, cet acharnement à maintenir la division quand l'intérêt commun conseille précisément de résERVER les liens, d'éloigner les divergences et de préparer avec courage et intelligence l'action future? Cet acharnement - résultat de la violence avec laquelle se produisit la rupture, justifiée peut-être par l'ambiguïté de certaines prises de position réformistes - répond surtout à des questions de caractère, à cet orgueil ibérique bien souvent exagéré, à la suffisance de ceux qui s'occupent le moins d'analyser les problèmes et encore à l'absence de hardiesse pour faire face à la réalité. Un peu moins de vanité et un peu plus de bon sens auraient suffi pour résoudre depuis longtemps ce conflit ennuyeux et grave. Il n'en a pas été ainsi, et si, au contraire, nous sommes sous la menace de nouvelles complications, c'est que dans l'ensemble, on avait trouvé plaisir à laisser courir le temps et vivre les yeux fermés. Ainsi endormis nous n'avons pas ressenti la faiblesse croissante qui gagnait notre organisme et nous condamnait à la décrépitude, car de nouvelles générations paraissaient sur la scène sociale, elles nous ignoraient et s'en allaient installer leur tente loin de nous.

Quand la scission se produisit - il y a bientôt quinze ans - nous pensions tous que nous pensions tous que nous allions gagner très vite la partie en Espagne. Soutenus par l'organisation de l'intérieur, les collationnistes (partisans de la participation au gouvernement) s'imaginaient que Franco allait laisser sa place au gouvernement républicain en exil aussitôt que les Nations Unies - ou certaines puissances démocratiques - auraient envoyé à Madrid un avertissement. Nous, les non-collaborationnistes, en fait la grand majorité des exilés, croyions plutôt aux merveilles de la révolte - bien qu'un arrangement diplomatique ne nous aurait pas déplu. Nous étions si convaincus de la facilité du travail que nous pensions avec quatre pétards et sans le moindre appui extérieur, faire tomber tout l'échafaudage phalangiste. Ces illusions, aussi bien celles du gouvernement que celles de l'agitation désordonnée, furent tout de suite dissipées. A part quelques douzaines d'obstinés de chaque côté, l'ensemble des militants de base prit conscience de l'erreur que présentait la division et du mal terrible où sa persistance pourrait nous entraîner.

Cependant, il était encore trop tôt pour parler. Le prétendre, c'était s'exposer aux colères démentielles ou risquer même l'excommunication. Sur ces entrefaites, les deux tendances accentuaient leurs positions respectives: l'une déviant du ministérialisme républicain vers la compromission avec les monarchistes; l'autre s'éloignant de toute possibilité d'entente antifasciste pour végéter dans l'isolationnisme insurrectionnel. En 1950, le bilan des deux modes d'action prônés par des enragés peu habitués à la réflexion, était désastreux. Tandis que les réformistes, embarqués dans la conspiration avec les éléments royalistes ou franquistes repentis, avaient sacrifié leur organisation clandestine et voyaient à nouveau beaucoup de ses militants derrière les barreaux, les non-collaborationnistes se sentaient écrasés après une série de rencontres avec les

forces armées, et ils déploraient la perte de bon nombre de camarades lâchement assassinés dans les rues de Barcelone et de sa périphérie industrielle.

Depuis lors, il n'y a pas eu en Espagne de véritable organisation. Celle qui était en rapport; avec les collaborationnistes de l'exil (1) et avait, pendant un certain temps, connu un grand élan, arrivait à son échéance; l'autre, malgré les efforts de l'exil et l'enthousiasme de ses animateurs de l'intérieur n'avait pas pu se développer et regagner l'influence perdue par la première. Collaborationnistes et non-collaborationnistes étaient donc neutralisés par leur commune impuissance et devaient finalement, sinon disparaître, du moins rester dans l'obscurité. C'est pour cela que, peu après, en 1951, quand le mécontentement populaire se ranima, quand les ouvriers allèrent spontanément à la grève et que le régime montra vraiment son inquiétude devant l'étendue de la protestation de Barcelone à Madrid, en passant par les villes basques - la C.N.T., cette vieille organisation endurcie dans tant de batailles, se trouva totalement débordée par les événements.

Les exilés ou du moins leurs militants responsables, le savaient. Toutefois, on a préféré faire semblant de l'ignorer, a quoi bon? Il ne fallait pas brusquer les choses, c'est-à-dire montrer la vérité aux camarades et rechercher les moyens d'échapper à l'impuissance. Par là, nous avons suivi, les uns et les autres, la pente glissante: formulismes, conventions, routine. C'est heureux que nous ne soyons pas tombés au fond du gouffre. En dépit donc des ultras des deux tendances, il y avait encore possibilité d'en sortir et de se refaire organiquement: il suffisait de s'entendre et de suivre la ligne droite de l'idéal sans récidiver dans l'illusion ministérielle ni dans l'aveugle aventure d'une révolte inorganisée.

Voilà pourquoi nous n'avons plus le droit de traiter à la légère cette entreprise de libération de l'Espagne. Si elle paraissait facile aux temps d'euphorie - et peut-être l'aurait-elle été après la seconde guerre mondiale avec un peu plus de tact et de diligence - elle ne l'était plus en 1954. Les obstacles, au contraire, augmentaient selon l'évolution de la situation internationale. L'appui du capitalisme étranger, l'accord avec les États-Unis, le Concordat avaient renfloué le navire franquiste. Mais en plus, et c'était bien plus grave, la fatigue avait déjà freiné notre élan. Tant dans l'émigration que dans la Résistance, nous étions donc obligés de revoir les positions, d'adopter une nouvelle tactique en rapport avec nos propres forces et nos possibilités. Et pour cela, la première des choses à faire était de mettre un terme à la scission. Que les autres aient plus ou moins d'effectifs, cela n'avait pas d'importance: ils étaient groupés sous le même drapeau, ils avaient le même titre, ils jouissaient du même droit que nous à parler au nom de la C.N.T.

Notre fraction la plus représentative, celle qui avait payé le plus cher le divorce - elle ne compta pas moins d'une centaine de morts dans la Résistance, presque tous sortis de l'émigration (2) - avait surtout le devoir d'aller de l'avant et de rechercher la solution, elle a préféré - disons-le avec peine, puisqu'il y a dix ans au moins que nous le répétons au sain de l'organisation - suivre le courant isolationniste, se bercer avec des chansons d'autrefois - qui en bien des cas convenaient plutôt aux bolcheviks - et se laisser prendre des mains l'enseigne de unité. Celle-ci, utilisée par l'autre tendance, en réalité n'a servi, du moins jusqu'ici, que pour faire de la spéculation facile avec ce sentiment unitaire chaque fois plus répandu. Et ainsi quinze ans sont passés - le tiers de l'existence de la C.N.T.! - rien que dans les bravades, les pleurs, les paroltes et les hypocrisies.

Le lecteur peut se dire qu'il était plus compliqué de trouver la formule unitaire que nous ne l'avons prétendu au début de ces lignes. Et pourtant non. Ce n'était pas compliqué. Il fallait - et il le faut encore - montrer vraiment que l'unité n'était pas une marchandise mais une conviction sincère. Les militants de base n'ont pas caché celle-ci. Mais ils n'ont pas réussi à faire triompher leurs aspirations. En face d'eux, il y avait d'autres militants plus renommés, sorte d'officiels qui connaissaient à merveille la façon de plaire aux masses. Comme l'on sait, collaborationnistes ou non-collaborationnistes, les militants ne se prononcent nulle part sinon avec la certitude - à la manière de Léon Jouhaux - de ne pas perdre les possibilités de poursuivre leur rôle dirigeant. C'est pour cela que dans la fraction majoritaire on a parlé de portes ouvertes tant qu'y étaient exigées de conditions humiliantes; de même dans l'autre fraction on répétait les chants unitaires et on refusait systématiquement - en voulant établir des conditions dont on savait pertinemment qu'on ne les accepterait pas - à se réintégrer en bloc à l'organisation principale.

(1) Notons que la collaboration ministérielle n'existaient plus. Celle-ci fut annulée avec le deuxième gouvernement républicain, au cours de l'année 1947, et ne s'est plus renouvelée.

(2) Pour être plus justes il faudrait dire aussi que bon nombre de ces camarades tombés ne luttaient qu'avec leurs propres moyens et bien souvent n'étaient pas d'accord avec les directives des représentants de l'organisation. Ils méritaient cependant tout notre respect, et nous déplorons qu'une fois disparus on n'ait pas eu toujours le courage de les revendiquer devant le monde.

Eh bien! toutes ces petitesses sont déjà révolues. Peu à peu, l'inertie des fractions a été mise en échec, et il suffirait de faire un pas pour se rencontrer dans la seule et unique C.N.T. où nous avons tous été formés. C'est vrai cependant que la solution adoptée par notre récent congrès de Limoges n'a été très heureuse, et l'on pourrait dire encore qu'elle n'interprète nullement les vœux de la majorité de nos camarades. Mais il ne faut pas non plus prendre prétexte de leurs limitations pour rompre tout dialogue. Celui-ci, au contraire, est aujourd'hui, plus nécessaire que jamais. Les militants de base, ceux qui ont préparé l'ambiance de l'un et de l'autre côté, et, en fin de compte, constituent le nerf de l'organisation, ne manqueront pas devant ce nouveau devoir: on n'a pas voulu rechercher la solution dans les hautes assises, eh bien! nous l'imposerons par en bas, dans chaque localité.

Nous avons malgré tout confiance dans ce renouveau. Et vous aussi, vous devez l'avoir, camarades français. Certes, notre mouvement s'est ressenti d'avoir surestimé ses ressources et de croire illusoirement qu'il pouvait triompher avec la seule invocation de ses anciennes gloires. Mais cela est dépassé. Ces militants de base dont nous avons parlé ont compris que la lutte sociale, en particulier celle qu'on doit mener contre un Etat policier comme celui de l'Espagne, ne pourrait jamais se développer en ayant recours à des légendes, mais en interprétant les réalités, en travaillant intelligemment et obstinément pour intéresser dans le combat les prolétaires, les étudiants et toute la population mécontente. Voilà donc pourquoi on cherche l'unité confédérale. C'est le début. Tous groupés nous pourrons nous adresser au peuple, lui parler de ses besoins, de sa liberté, et non de nos conflits domestiques. Ainsi, seulement, nous atteindrons au cœur des nouvelles générations, nous aurons la possibilité d'étendre la protestation ouvrière, et nous serons en mesure d'empêcher que la cinquième colonne moscouitaire fasse de nouveaux progrès et nous déborde.

Et elle pourrait bien nous déborder si nous ne nous réveillons pas!

Fernando GOMEZ PELAEZ
